

## MONDE

**Le front uni.** Nicolas SARKOZY, Barack OBAMA et David CAMERON jugent dans une tribune commune « impossible d'imaginer que la Libye ait un avenir avec KADHAFI ». Les trois dirigeants ont souligné la nécessité de continuer les opérations militaires pour accélérer le départ de Mouammar KADHAFI et permettre une transition. Pour les trois dirigeants, « il est impensable que quelqu'un qui a voulu massacrer son peuple joue un rôle dans le futur gouvernement ». La chute du dirigeant libyen est désormais l'objectif avoué des alliés de l'OTAN. Trois conditions posées en préalable à un cessez-le-feu. Toutes les attaques contre les civils doivent cesser ; les militaires doivent se retirer de toutes les villes où ils sont déployés, et une aide humanitaire doit pouvoir être acheminée sans obstacles.

**Réunion du groupe de contact à Doha.** Il a décidé « la mise en place d'un mécanisme financier temporaire » pour doter le Conseil national de transition (opposition libyenne) des moyens pour gérer les aides et répondre aux besoins urgents des régions contrôlées par la rébellion. Le groupe a insisté sur la nécessité de fournir « un soutien matériel » aux populations sous contrôle de la rébellion. « Le peuple libyen a besoin de médicaments et d'autres moyens pour résister », a assuré l'hôte de la réunion, cheikh HAMAD, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, sans vouloir préciser clairement si des armes entraient dans cette catégorie. Alain JUPPE a exclu d'aider les rebelles libyens à s'armer. Il est envisagé de « les aider à se financer, à se renforcer, mais il n'a pas été question de livraisons d'armes », a-t-il assuré. La peur de l'enlèvement est manifeste, alors que la télévision libyenne a diffusé des images de Mouammar KADHAFI circulant à Tripoli dans un véhicule décapotable, précisant que la scène avait été tournée alors que la capitale était bombardée par l'aviation de l'OTAN.

**L'heure de la réconciliation ivoirienne ?** Le président ivoirien Alassane OUATTARA se donne « un à deux mois » pour obtenir la « pacification totale » de la Côte d'Ivoire, après avoir « débarrassé » le pays « des miliciens et mercenaires » encore présents. Il a annoncé la création d'une « commission vérité et réconciliation ». M. OUATTARA, va demander « au procureur de la Cour pénale internationale d'engager des investigations » sur les massacres survenus dans l'Ouest. « Ces massacres sont inadmissibles, indignes, je suis révolté », a-t-il ajouté, alors que ses partisans sont accusés d'être responsables de certaines tueries. Le président a enfin assuré que l'exportation de cacao allait reprendre « immédiatement ». Le Premier ministre et chef de l'ex-rébellion des Forces nouvelles qui forme le gros des Forces républicaines, Guillaume SORO, a lancé un appel au calme, exhortant les militaires restés loyaux à l'ancien président au « ralliement », avant de conclure : « le cauchemar est terminé ». Les pillages et règlements de comptes se poursuivent.

**Quant à Laurent GBAGBO**, il s'est rendu avec son épouse Simone aux forces pro-OUATTARA. Dans une courte déclaration télévisée, il a déclaré souhaiter « qu'on arrête les armes et qu'on rentre dans la partie civile de la crise, et qu'on conclue rapidement pour que le pays reprenne ». L'ONU a fait savoir que M. et Mme GBAGBO étaient sous la garde de ses gendarmes. A Paris, l'une de ses filles a saisi des avocats, dont Maitres Jacques VERGES, Roland DUMAS et Gilbert COLLARD, pour étudier la « légalité » de l'arrestation de ses parents et assurer leur défense.

**Le rôle de la France.** Le président de la République a affirmé devant le Conseil des ministres que la France a « fait son devoir pour la démocratie et pour la paix en Côte d'Ivoire » et a rappelé avoir constamment agi « à la demande des Nations unies ». Devant les députés, le ministre de la Défense Gérard LONGUET a indiqué que l'avenir de Licorne, dont les effectifs devraient revenir dans un premier temps de 1.700 à 980, dépendra des décisions concernant l'Onuci. Pour le ministre, « Nous n'avons pas vocation à être les gendarmes et les policiers de la Côte d'Ivoire ». Communiqué de l'Élysée, lettre du Premier ministre François FILLON aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, réception des présidents des groupes... tout a été dit et fait pour convaincre que Paris était intervenu à la demande expresse des Nations unies, conformément à la résolution 1975 et n'avait en rien participé à l'arrestation. Le Président sortant a été arrêté alors que le Parti socialiste commençait à sourcilier, mettant en garde contre un « piège » qui verrait la France apparaître comme partie prenante au conflit et principal soutien militaire à M. OUATTARA.

**Le nerf de la paix.** La France a annoncé « un soutien financier exceptionnel de 400 millions d'euros » à la Côte d'Ivoire, sous la forme d'un « ensemble de prêts ». La Commission européenne compte débloquer 180 millions d'euros d'aide à la reconstruction. L'argent, qui provient du Fonds européen de développement, sera disponible immédiatement. Le Programme alimentaire mondial (PAM) prévoit quant à lui de mettre en place, dans les prochains jours, un pont aérien visant à fournir une assistance alimentaire aux dizaines de milliers de personnes déplacées, ainsi qu'aux milliers d'Ivoiriens réfugiés au Libéria.

**FR go home ?** Le ministre de la Défense Gérard LONGUET a indiqué en Conseil des Ministres que les effectifs des forces françaises « prépositionnées à l'étranger » devraient être ramenés d'ici à 2014 de 6.450 militaires actuellement à 4.100, en application du Livre blanc sur la Défense. S'agissant de l'Afrique, « le nouveau dispositif s'articulera autour de deux bases opérationnelles avancées (Djibouti et Libreville) et de deux pôles opérationnels de coopération à vocation régionale (Tchad et Sénégal) ». Outre l'Afrique, les forces françaises sont notamment à Abou Dhabi (Emirats arabes unis), où la montée en puissance de la base française créée en 2008 « sera achevée en fin d'année 2011 ».

**Fukushima = Tchernobyl.** L'Agence japonaise de sûreté nucléaire a élevé l'accident nucléaire de la centrale de Fukushima au niveau maximum de 7 sur l'échelle des événements nucléaires et radiologiques (INES), le plaçant au même degré de gravité que la catastrophe de Tchernobyl. Elle a toutefois précisé que le niveau des émissions radioactives enregistré depuis le début de l'accident nucléaire de Fukushima n'équivalait qu'à 10% de celui mesuré en 1986 après la catastrophe de la centrale située en Ukraine.

**Et maintenant, ils doivent pomper.** Malgré les répliques sismiques, les ouvriers de la centrale nucléaire ont commencé à pomper de l'eau hautement radioactive infiltrée dans les installations, tâche indispensable pour reprendre les travaux de rétablissement des systèmes de refroidissement. Le liquide hautement radioactif doit être transvasé dans un condensateur qui, dans des conditions normales, sert à transformer en eau la vapeur créée dans le réacteur, qui est ensuite réinjectée dans le circuit de refroidissement. Le pompage est prévu pour durer quatre à cinq jours.

**Ballet russe.** Le Premier ministre, Vladimir POUTINE, a déclaré ne pas exclure d'être candidat, tout comme le président Dmitri MEDVEDEV, à la présidentielle de 2012, soulignant qu'ils prendraient la décision ensemble en fonction de la situation, mettant le holà aux spéculations sur sa rivalité avec le président. Depuis plusieurs semaines, la presse s'interroge sur la réalité des prises de distance entre les deux dirigeants.

**Biélorussie.** L'attentat qui a fait 12 morts et plus d'une centaine de blessés dans le métro de Minsk a été provoqué par l'explosion d'un engin de 5 à 7 kilos d'équivalent TNT sur le quai d'une station du centre-ville, a déclaré le ministre biélorusse de l'Intérieur, qui a précisé qu'un « jeune homme d'apparence non slave » est activement recherché.

## EUROPE

**La colère italienne.** Le ministre italien de l'Intérieur, Roberto MARONI, n'a pas caché sa colère à l'issue du Conseil Justice-Affaires intérieures. « Nous avons demandé de la solidarité, on nous a répondu : débrouillez-vous seuls. Je me demande si cela a encore un sens de faire partie de l'Union européenne », a-t-il déclaré. Les partenaires s'inquiètent. « Si les conditions ne sont pas remplies lors des vérifications de la police française (...) la France est en droit de faire réadmettre par l'Italie la personne qui ne (les) remplit pas », a indiqué Claude GUEANT. La France va renforcer ses contrôles dans la bande frontalière avec l'Italie. L'Allemagne et l'Autriche sont également prêtes à renforcer leurs contrôles. La présidence hongroise a convoqué une réunion extraordinaire des ministres de l'Intérieur le 12 mai sur les soutiens à accorder à la Tunisie pour enrayer l'exode.

**La responsabilité partagée.** « La migration doit être regardée comme un défi commun, une responsabilité partagée. Nous attendons de la Tunisie une action forte et claire en acceptant la réadmission de ses ressortissants qui se trouvent de manière irrégulière en Europe, ainsi que dans la lutte contre l'immigration irrégulière. L'engagement de la Tunisie est crucial pour la suite de notre coopération », a déclaré le président de la Commission européenne José Manuel BARROSO, annonçant une aide financière supplémentaire d'environ 140 millions d'euros, à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre tunisien par intérim, Béji Caïd ESSEBSI.

**Les 12 travaux de Michel.** Après cinq mois de débat public dans le but d'élaborer « l'Acte pour le marché unique », le commissaire européen au Marché intérieur et aux Services, Michel BARNIER, a retenu 12 chantiers prioritaires, chacun assorti d'une initiative phare. Le commissaire veut que ces 12

initiatives soient mises en œuvre avant la fin 2012 pour célébrer, de manière dynamique et non nostalgique, le XX<sup>ème</sup> anniversaire du Marché unique européen. Selon Bruxelles, il a contribué à augmenter la croissance de 1,85% et à créer 2.750.000 emplois entre 1992 et 2009. Certaines des mesures sont déjà sur les rails, comme par exemple le brevet européen, qui doit faire l'objet d'une coopération renforcée entre 25 pays (les 27 moins l'Espagne et l'Italie).

**Strasbourg forever.** Le Luxembourg s'est associé à l'action que la France veut engager devant la Cour européenne de Justice pour contester une décision du Parlement européen remettant en cause son siège à Strasbourg. « *Ce n'est pas un endroit neutre. C'est un lieu de réconciliation, un lieu où de nombreux ponts furent jetés entre la France et l'Allemagne* », a rappelé Jean-Claude JUNCKER, avant d'affirmer « *Nous ne transigerons jamais sur cette affaire* ».

**Un nouveau chef pour les conservateurs autrichiens.** C'est le ministre des Affaires étrangères, Michael SPINDELLEGER, qui a été choisi pour prendre la direction du parti (ÖVP). Il prendrait aussi le poste de vice-chancelier. L'actuel ministre de l'Economie, Reinhold MITTERLEHNER, prendrait le portefeuille des Finances. Ces changements font suite à la démission pour raisons de santé de Josef PRÖLL.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**In extremis.** Un accord a été trouvé au dernier moment entre démocrates et républicains du Congrès pour éviter la paralysie de l'administration fédérale, une heure à peine avant l'échéance, fixée à minuit. Le président OBAMA a réagi, reconnaissant que cet accord serait synonyme de coupes « *douloureuses* », mais en estimant que les Etats-Unis devaient vivre selon leurs moyens. Ce face-à-face entre républicains et démocrates n'a cependant été qu'une escarmouche à côté de la bataille à venir sur le budget et la dette. Les 38,5 milliards de dollars de réduction de dépenses décidés vendredi soir ne sont qu'une infime partie de la dette des Etats-Unis, qui atteindra bientôt son plafond à plus de 14.000 milliards de dollars.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

« **Moi, la situation, je la sens bien** », a lancé le Président de la République, Nicolas SARKOZY, aux députés UMP réunis à l'Élysée. Dans une très longue réponse à une question de Bernard DEBRE, qui l'interpellait sur le moment de sa candidature à la présidentielle, il a confirmé qu'il se prononcerait à l'automne, quand « *viendra l'heure du bilan* ». Le chef de l'Etat en a surtout appelé au rassemblement de la majorité. Tout en prenant soin de redire tout le bien qu'il pensait de Jean-Louis BORLOO, « *un ami* » qu'il « *aime beaucoup* », il l'a toutefois clairement mis en garde contre la tentation d'une aventure personnelle. « *Les cimetières sont innombrables* » où reposent « *ceux qui avaient un projet présidentiel* », a-t-il ajouté, citant Charles PASQUA, Philippe SEGUIN, Alain MADELIN. « *J'ai moi-même été minoritaire* » au sein du RPR en 1995 après avoir soutenu Edouard BALLADUR contre Jacques CHIRAC, mais « *je suis resté dans notre famille* », a-t-il ajouté.

**FILLON veut parler.** « *Je demande à chacun de bien réfléchir avant de prendre une décision qui pourrait avoir des conséquences graves pour l'avenir de notre pays et de notre majorité* », a prévenu le Premier ministre à l'Assemblée nationale. « *Nous avons le devoir de nous parler* », a dit François FILLON. Marc-Philippe DAUBRESSE, secrétaire général adjoint de l'UMP, issu de l'UDF, a affirmé que « *la quasi-unanimité des parlementaires centristes de l'UMP* » était décidée à « *rester* » dans ce parti malgré le départ de Jean-Louis BORLOO. Parmi les 314 députés UMP, une quarantaine appartient à la tendance centriste. L'UMP compte également une quinzaine de sénateurs centristes.

**Séquence... Election.** « *J'ai donc décidé d'être candidat à l'élection présidentielle et de mettre le capital de confiance que j'ai essayé de construire au seul service du changement, avec d'autres* », a annoncé, sans surprise, Nicolas HULOT. Le présentateur télé a affirmé vouloir concourir dans le cadre de primaires écologistes, qu'il souhaite ouvertes. « *Je n'y dérogerai pas : le meilleur candidat sera celui qui aura été choisi* ». « *Je souhaite favoriser l'émergence d'une nouvelle majorité politique, seul je ne pourrai rien* », a-t-il martelé. Appelant à une redistribution des richesses, il s'en est pris au « *monde opaque de la finance* », au « *capitalisme sauvage* ». Marquant son positionnement à gauche de l'échiquier politique, la figure écologiste a pris ses distances avec la majorité actuelle.

**Primaires socialistes bientôt en ligne.** Le site internet des primaires sera ouvert d'ici « *une quinzaine de jours* ». La préinscription sur le site est obligatoire pour « *les mineurs qui auront 18 ans avant l'élection présidentielle* », ainsi que pour « *les mineurs de plus de 16 ans et les étrangers adhérents aux partis coorganisateur des primaires* ». Il y aura « *en moyenne un bureau de vote* » « *Primaires* » pour 5.000 électeurs », a précisé M. LAMY, et notamment « *au moins un par canton* ».

**Un projet ou un programme ?** Dominique de VILLEPIN a présenté les orientations du projet de son mouvement « République solidaire ». Le premier axe serait un « *projet collectif autour du citoyen* », avec un revenu citoyen (850 euros minimum pour tous les majeurs sans ressource), un statut du citoyen et un impôt citoyen. La refondation politique passerait par une justice indépendante grâce à « *un procureur général de la nation* », un gouvernement comprenant huit à dix ministres, la réduction du nombre de régions à huit ou dix, ou la création d'une police de tranquillité publique municipale. Cette annonce a été suivie de la démission de son porte-parole, Daniel GARRIGUE, en raison d'un « *manque de concertation sur le projet* ».

**Réforme de la fiscalité et du patrimoine : l'arbitrage de l'Elysée.** Comme acté, le bouclier fiscal va être supprimé. L'ISF sera aménagé. La première tranche (celle concernant les ménages ayant entre 800.000 euros et 1,3 million d'euros de patrimoine) sera supprimée. Les tranches d'impositions vont être réduites à deux. La première, entre 1,3 et 3 millions d'euros de patrimoine, sera imposée à 0,25%. La deuxième tranche, qui commencera au-delà de 3 millions d'euros de patrimoine, sera imposée à 0,5%. Imposition dès le premier euro. Enfin, le plafonnement spécifique de l'ISF disparaît. Selon le ministre du Budget, François BAROIN, « *300.000 contribuables n'auront plus à payer d'ISF* » et 200.000 autres qui auraient dû basculer dans cet impôt y échapperont.

**Comment financer cette réforme ? La création d'une « exit tax ».** L'Etat doit trouver 900 millions d'euros. François BAROIN a annoncé la création d'une taxe sur les exilés fiscaux et les non-résidents, sur le modèle allemand de l'« *exit tax* ». Selon M. BAROIN, cette taxe, « *qui existe presque partout dans le monde* », sera « *assise sur les plus-values constatées lors du transfert de la résidence fiscale hors de France, et exigible lors de la cession des titres* ». « *Nous pensons que ce sera une mesure fortement dissuasive* », a estimé le ministre. Le gouvernement veut retenir les hauts patrimoines en France.

**Calendrier :** ces réformes devraient être présentées en Conseil des Ministres le 11 mai, pour un débat à l'Assemblée nationale début juin. Leur examen au Sénat serait programmé fin juin.

**Prime aux dividendes.** Le gouvernement a évoqué la création prochaine d'une prime d'« *au moins 1.000 euros* » pour les salariés d'entreprises versant des dividendes, afin de contraindre ces dernières à associer les travailleurs à la création de richesse. Pour Christine LAGARDE, « *ce qui est important, c'est que cela puisse s'appliquer à toutes les entreprises qui distribuent du dividende* ».

## PARLEMENT

### Assemblée nationale

**La garde à vue, d'application immédiate.** Alors que les députés viennent d'adopter définitivement le texte réformant la garde à vue, par 294 voix pour, 221 contre (23 députés, de toutes tendances, se sont abstenus), la Cour de Cassation vient de décider une application immédiate de la réforme, qui ne devait initialement être mise en œuvre qu'au début de l'été.

**Inédit.** Le député Maxime GREMETZ, a assigné le Président de l'Assemblée nationale, Bernard ACCOYER, pour faire annuler la sanction d'exclusion temporaire prise à son égard par le bureau de la chambre. L'audience se tiendra le 6 juillet. Le député, depuis exclu aussi de son groupe, s'était vu interdire l'accès à l'Assemblée nationale après avoir fait un esclandre lors d'un débat sur la catastrophe nucléaire au Japon, parce que deux voitures des ministres étaient mal garées.

### Sénat

**Immigration, intégration et nationalité.** Adoption avec modifications du texte en 2<sup>nd</sup>e lecture. Les sénateurs maintiennent un assouplissement du texte par rapport l'Assemblée nationale.

**Réaction du Président du Sénat,** Gérard LARCHER, aux informations révélées par le site Médiapart sur les salaires des membres de son cabinet, a annoncé avoir « *décidé de soumettre au Comité de déontologie* » du Sénat « *présidé par Robert BADINTER les conditions de recrutement, de rémunération et l'effectif de mon cabinet* ». « *L'avis qu'il rendra, je le suivrai. Il sera rendu publiquement devant le bureau* » a-t-il assuré. Le site d'information fait état de salaires allant jusqu'à 19.000 euros net mensuel, ce qui n'est pas démenti par la présidence du Sénat.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projets de loi.** Participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale. / Adhésion d'Andorre au traité entre la France et l'Espagne relatif à la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales.

**Communications.** La réorganisation des forces prépositionnées à l'étranger. / Le plan de lutte contre les violences faites aux femmes. / La lutte contre le dopage et le trafic des produits dopants.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**Nouveau record historique.** Le super sans plomb 95 dépasse 1,53 euro/litre en moyenne.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Législatives 2012. Les investitures de l'UMP et du PS.** *A noter que la liste n'est pas officielle et doit encore être complétée.*

UMP	PS
1 <sup>ère</sup> circonscription (Amérique du Nord) :	
Christine LAGARDE	Corinne NARASSIGUIN
2 <sup>ème</sup> circonscription (Amérique centrale et du Sud) :	
Pascal DROUHAUD	Réservée dans le cadre des négociations avec EELV
3 <sup>ème</sup> circonscription (Irlande, Royaume-Uni et Europe du Nord) :	
Emmanuelle SAVARIT	Axelle LEMAIRE
4 <sup>ème</sup> circonscription (Benelux) :	
Pascale ANDREANI	Philip CORDERY
5 <sup>ème</sup> circonscription (Espagne, Portugal, Monaco et Andorre) :	
Eric BESSON	Arnaud LEROY
6 <sup>ème</sup> circonscription (Liechtenstein, Suisse) :	
Claudine SCHMID	Nicole CASTIONI
7 <sup>ème</sup> circonscription (Allemagne et Europe de l'Est) :	
Ronan LE GLEUT	Pierre-Yves LE BORGNI'
8 <sup>ème</sup> circonscription (Italie, Grèce, Turquie, Israël) :	
Valérie HOFFENBRG	Daphna POZNANSKI – BENHAMOU
9 <sup>ème</sup> circonscription (Algérie, Maroc, Tunisie et Afrique de l'Ouest) :	
Khadija DOUKALI	Réservée pour une désignation ultérieure
10 <sup>ème</sup> circonscription (Liban, Egypte, Madagascar et Afrique de l'Est) :	
Alain MARSAUD	Jean-Daniel CHAOUI
11 <sup>ème</sup> circonscription (Asie, Océanie, Russie) :	
Thierry MARIANI	Marc VILLARD

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Moins d'antisémitisme, mais plus d'islamophobie.** Le nombre global des actes à caractère raciste et antisémite a marqué un « *net recul* » en 2010, mais ceux visant la communauté musulmane ont connu une hausse ainsi que les « *sentiments xénophobes* », selon la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), d'après les statistiques du ministère de l'Intérieur.

## CARNET

### Décès

**Bernard ZIPFEL**, élu depuis plus de 20 ans à l'Assemblée des Français de l'étranger, représentant les Français du Cameroun, du Tchad et du Centrafrique, est décédé. *La Rédaction adresse ses condoléances les plus sincères à la famille et aux proches de cet homme de conviction.*

### Nominations

**Alexandre PASCAL** et **Alexandre LALLET** rejoignent le cabinet du Premier ministre.

**Serge SMESSOW**, ambassadeur chargé du Partenariat oriental et de la mer Noire.

**Hélène MAGNIER**, conseiller économique, adjoint au chef du service économique à Pékin.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)